

Le service Public est un Bien Commun le Patrimoine de celles et ceux qui n'en n'ont pas !



**Notre Service Public, on y tient !
en Décembre 2022,
on le défend
avec** **Sud**

La crise sanitaire du COVID a mis en évidence l'extrême utilité des services publics, notamment territoriaux, pour assurer le fonctionnement de notre société, même en mode dégradé.

Accueillir les enfants des personnels prioritaires, gérer les centres de vaccination, prendre en charge un enfant victime de violences, accompagner un·e habitant·e privé·e d'emploi ou de logement, prendre en charge les cas graves du COVID, maintenir « à flot » le système scolaire ou transporter les travailleur·euse·s.

LA CASSE DES SERVICES PUBLICS ET DU STATUT S'ACCELÈRE

Depuis des décennies, employeurs territoriaux, gouvernements, patrons cassent nos services publics à coup d'externalisation, de délégation, de mutualisation, de fusion, de réorganisation administrative et territoriale :

- ▶ pour les privatiser... et accroître leurs profits,
- ▶ pour « diminuer » nos budgets... et les impôts des riches,
- ▶ pour casser le statut des fonctionnaires qui **protège du clientélisme et permet la continuité de service, et leurs droits, référence pour le salariat.**

Par leur fermeture, en développant la numérisation / dématérialisation, en refusant d'embaucher, en réduisant le sens de nos métiers à des procédures, à des chiffres... ils rendent nos services publics inaccessibles, notamment aux plus précaires ou plus âgé·e·s, violents pour des usager·e·s. **Certaines missions publiques sont abandonnées générant parfois des violences contre les agent·e·s.**

Par le développement de la précarité, par la stagnation de nos traitements, par l'individualisation des rémunérations (primes), par un management toujours plus violent, par des réorganisations incessantes et la casse de nos collectifs de travail, par la perte de sens de notre travail que leurs politiques instituent... **Ils dégradent la qualité de nos interventions auprès des publics, ils rendent nos emplois publics « inattractifs », ils renforcent les inégalités salariales, notamment entre les femmes et les hommes comme entre les filières, ils développent les clientélismes...**



Sud revendique le maintien et l'amélioration du service public territorial et du statut des fonctionnaires le faisant vivre

Nous exigeons...

- ✓ L'ARRÊT DE TOUTES LES PRIVATISATIONS, EXTERNALISATIONS... ET LE RETOUR EN GESTION PUBLIQUE ;
- ✓ DES SERVICES PUBLICS GRATUITS, ACCESSIBLES PARTOUT OÙ LE BESOIN EXISTE, EN VILLE COMME À LA CAMPAGNE ;
- ✓ DES SERVICES PUBLICS RENDUS PAR DES FONCTIONNAIRES EN NOMBRE SUFFISANT, RECONNU·E·S, RESPECTÉ·E·S, BIEN RÉMUNÉRÉ·E·S, AUX CONDITIONS DE TRAVAIL DE QUALITÉ ;

- ✓ LE FINANCEMENT PAR L'IMPÔT, UN IMPÔT JUSTE, PROGRESSIF, REDISTRIBUTIF, ET LA CHASSE À L'ÉVASION COMME AUX EXONÉRATIONS FISCALES ;
- ✓ L'ARGENT PUBLIC NE DOIT ALLER QU'AUX SERVICES PUBLICS. NOUS REVENDIQUONS UN AUDIT CITOYEN DES DÉPENSES PUBLIQUES ;
- ✓ DES SERVICES PUBLICS ÉTENDUS À TOUS LES BESOINS ESSENTIELS DE LA POPULATION : EAU, LOGEMENT, TRANSPORT, NOURRITURE, ENVIRONNEMENT, POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATION, CULTURE, ÉDUCATION, SANTÉ, ÉNERGIE, JUSTICE, BANQUES...